

La chronique de Claude Lacour

Claude Lacour

DANS **REVUE D'ÉCONOMIE RÉGIONALE & URBAINE** 2022/5 (DÉCEMBRE), PAGES 853 À 870
ÉDITIONS **ARMAND COLIN**

ISSN 0180-7307

ISBN 9782200934460

DOI 10.3917/reru.225.0853

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2022-5-page-853.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La chronique de Claude Lacour

Ferru M, Chauchefoin P (dirs) (2022) *Territoires. État des savoirs et des pratiques, Atlantique*. Éditions de L'Actualité Nouvelle-Aquitaine, 184 pages.

Les Champs de bataille du Territoire : Fragments d'un récit territorial

Territoires est un ouvrage de moins de 200 pages, papier glacé, dans un format 23/17, à la présentation relativement peu dense, avec des dessins, un glossaire, un annuaire, des centres de ressources, quelques références bibliographiques. *Territoires* retient notre attention pour ce qu'il représente et nous conduit à deux mises en contexte singulier et personnel.

Territoires (l'ouvrage sera par la suite évoqué au singulier) est pour nous un clin d'œil fort avec Poitiers qui ravive et conforte ce sentiment d'être en partie encore Poitevin et Pictave. Et il permet aussi un retour sur une trentaine d'années de réflexions et de batailles sur les *territoires*, et de manière plus ancienne encore, sur des questionnements et des politiques du développement *régional* et de la science régionale vécue en partie via les « Grandes heures de l'Aménagement du territoire » : du moins c'est ce que nous pensions. Comme souvent aussi, un ouvrage permet des ouvertures, renvoie à d'autres travaux et ici nous avons notamment cherché à voir comment dans la *RERU*, ces questions avaient été traitées : *le territoire comme fil rouge, mémoire, et répétition, échec et rédemption*. On verra que dans la *RERU* de nombreux points ont été abordés, des questions lancées et il est dommage que certaines contributions n'aient pas eu l'opportunité de s'y référer. Il ne s'agit pas pour autant, au contraire d'ignorer l'actualité et *Territoires* est une invitation indirecte pour concevoir et discuter des questions du moment et des pistes d'avenir.

La question du et des territoires nous paraît plus généralement se télescoper avec *l'Hymne du Récit*, sorte de Nouvel Eldorado, de méthodologie de reconstruction que semblent apprécier de nombreux chercheurs. La lecture de *Territoires* s'est faite en même temps que nous finalisons nos propres travaux sur *l'écosystème métropolitain*

bordelais des start-up que nous menons avec N. Gaussier et F. Nadou dans le cadre d'une série de recherches lancées par le POPSU (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines), recherches « co-construites » sur les métropoles françaises et implicitement sur la remise en cause de la métropolisation, des centralités et des « élites métropolitaines » : dans ces recherches et notamment par les publications des Conférences POPSU, il est largement fait appel au terme de territoire. M-C. Jaillet lançant le programme souhaitait que l'on privilégiait « la métropolisation par "le bas", par les pratiques de ses habitants et par les initiatives citoyennes » (Jaillet, 2019, p. 18 ; voir Évaluation du programme, 2022). POPSU développe aujourd'hui un programme en faveur des « villes petites et moyennes, territoires émergents de l'action publique » : le territoire décidément *charnière* mais dont la nature et les fonctions ne sont pas pour autant clarifiées.

Une « poitevinisation des territoires »

Ma nouvelle ville, Poitiers n'était pas une mégapole, loin de là mais pour le villageois que j'étais, ces quasi 100 000 habitants paraissaient écrasants (Solano, *Les noyés du Clain*, p. 7).

Territoires s'inscrit dans le prolongement de la stratégie de Ferru et de Chauchefoin : vouloir, par la *Fédération Territoires* et le soutien de l'Espace Mendès-France, favoriser et développer « un pôle de compétence sur les analyses des territoires et des économies régionales », dans la lignée « de travaux initiés dès les années 1970 par des juristes, des géographes et des économistes ». C'est la même philosophie de *Nouvelles régions et métropoles* de Chauchefoin (2020) : faire travailler ensemble des chercheurs d'origine différente avec cependant une priorité liée à l'appartenance à l'Université de Poitiers (notre Chronique *Jacobins, Girondins Poitevins, RERU*, 2021-3). *Territoires* est nourri de présentations réalisées notamment lors des Doctorales de Poitiers (2021) avec un assouplissement (léger) de la règle précédente tenant aux proximités et amitiés personnelles des directeurs du volume. L'Espace Mendès-France est situé place de la cathédrale, l'éditeur se nomme Atlantique et le distributeur-diffuseur, Atlante...

On a donc « une chaîne d'auteurs et d'intervenants » dont le barycentre est Poitiers, formée sur des anneaux plus ou moins précis dont l'esprit et les rapprochements tiennent à une invocation et un partage plus ou moins évidents des liens au territoire : ici, ce n'est pas le territoire qui fait système ou société, c'est davantage un ensemble qui se rencontre et se construit sous ce que j'appelle un « halo territorial poitevin ».

Ce retour sur les bords du Clain (Solano, 2021) et les hauteurs du Plateau me conduisent à un premier retour en arrière qui évoque des espaces et des temporalités particulières, la Rue de la Chaîne, la rue Saint-Germain, Buxerolles, Jaunay-Clan, les escaliers de la gare, le lycée Henri IV (à l'époque), la place d'Arme, son ancien nom qui demeure vivace. Des figures marquantes aussi dans nos domaines, comme B. Guesnier qui a installé durablement l'économie régionale à Poitiers, et a été partenaire dans le lancement et le fonctionnement artisanal à l'époque de la RERU : de nombreux docteurs et collègues actuels lui doivent beaucoup. Je vois avec joie qu'au-delà des vicissitudes de nos structures et de nos parcours professionnels, de

l'aléa parfois des amitiés et des rencontres, de nouvelles générations ont pris le relais et que Poitiers est un haut lieu de la science régionale comme il a favorisé, hier des grands moments de la prospective et des travaux et ambitions de *l'Arc Atlantique*, lancés par la Datar et Guigou et auxquels ont largement participé Baudelle, Bauchard, Guesnier, Lacour, Le Monnier, Loinger, Lemaignan, Morvan, Poussard.

Chauchefoin et Bouba-Olga s'inquiétaient dans *Nouvelles régions et métropoles* du handicap que vivrait peut-être Poitiers perdant son caractère de capitale régionale, mais Olivier se rattrape en étant responsable à Bordeaux au sein du Conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine, du service Etudes et prospectrice de la Datar régionale : les Poitevins sont conquérants, ils débarquent à Bordeaux !

Le second retour en arrière concerne le territoire tant sur les plans théorique et opérationnel et notamment directement en lien avec la Datar qui a été pour beaucoup d'entre nous, ce que l'on n'appelait pas encore la *fabrique* de l'aménagement du territoire. Pour de nombreux chercheurs universitaires, la Datar fut une opportunité effervescente de voir comment Paris concevait la Province et certainement pas, contrairement à ce qu'écrit Batout dans *La revanche de la province* (2022), en termes de *largage*, le terme qui revient le plus dans ses 111 pages. On a mieux compris comment des idées, des principes pouvaient fonder des arguments de politique comme les « polycentralités, les schémas de la marguerite », délimiter des zones, des espaces, des territoires toujours imparfaits et arbitrés par des négociations et des tâtonnements.

Comment alors, « traduire » des orientations politiques en discours audibles-le Grand Débat lancé par Pasqua... On dirait peut-être aujourd'hui en récits vendables et mobilisateurs, « appropriés par les usagers eux-mêmes afin de réifier leur capacité à traiter à l'échelle de leurs territoires respectifs les enjeux sociaux et les défis écologiques auxquels ils sont concrètement confrontés (et qui) permettent de mettre en scène et de véhiculer un idéal de justice sociale et écologique qui puissent à nouveau faire sens » (Aubert et al, 2022, p. 41) : un récit de combats sur des champs de bataille. Ces politiques d'aménagement du territoire ont évolué comme la Datar dans des variantes dont les sigles voulaient traduire les adaptations mais dont la fin s'est avérée inéluctable aux yeux des pouvoirs publics et des politiques.

Ce n'est pas le lieu d'en faire l'histoire, mais simplement de noter que ces politiques se sont vues discutées dans le cadre notamment de la décentralisation et des débats et des modalités différentes complémentaires se sont orientés vers la conception de développement *local* en réponse aussi aux mouvements plus contestataires qui revendiquaient à tout le moins davantage d'autonomie... Mais ce *local* bien vite a été caricaturé et récupéré négativement par une dérive « localiste » – « le bocal » –, un repli égoïste sur soi qu'il a été nécessaire et pertinent de lever par le recours à l'appellation de *développement territorial* et la reconnaissance de plein droit de l'attention au *territoire* qu'il a fallu aussi construire et théoriser : tenter au moins de donner de la cohérence et du contenu à ce terme aussi banal que lourd d'enjeux, de volonté d'appropriation par nombre de disciplines qui utilisaient surtout ce terme

pour évoquer ou contester celui d'espace... « une portion (...) sur laquelle s'exerce un pouvoir politique » (Chauchefoin).

Si l'on veut pour aller vite et pour utiliser le vocabulaire actuel parler de « tournant local » comme le fait Ferru (et Veltz, 2019, p. 9), on pourrait en trouver un premier grand moment dans les années 1980, par exemple par la thèse de Pecqueur (1987) dont l'intitulé même montrait les directions et les difficultés au moins d'ordre sémantique : « De l'espace-fonctionnel à l'espace-territoire ; essai sur le développement local », faisant directement écho à mes « espace-lieu, espace-système et espace-territoire » (Lacour, 1979, 1985). Et Pecqueur note que l'« on pourra préférer à "local" le mot "territoire" qui rend mieux compte du phénomène d'unité culturelle et d'adaptation collective que vivent aujourd'hui certaines communautés » (Pecqueur, 1989, p. 18). On préfère, en effet mais ce n'est pas pour autant que tout devient simple, limpide et partagé : attention à ne pas tomber dans notre vision franco-française réductrice et par exemple, Johnson signale que « la Suisse doit respecter le localisme sinon elle n'existerait pas » (*The Economist*, 8.10.2022, p. 82). Mais ce « tournant local » qu'il faudrait entendre au sens de « l'imaginaire collectif, de la philosophie d'action qui inspire les projets » (Veltz, p. 9) est-il lié, au « tournant nationaliste » d'extrême droite –contre la globalisation, la faiblesse de l'État que l'on observe en France en Suède et en Italie ? (*The Economist*, 30.7.2022, p. 19).

Les années 1980-1990 sont largement marquées par ces préoccupations et au nom magnifique de *territoire* et dans les années 2020, de ce que nous avons appelé « *le triomphe des territoires* » mais en ajoutant de suite une interrogation « *pour quelle victoire ?* » (Lacour et Nadou, 2018). *La Tectonique des territoires* (Lacour, in Pecqueur, 1996) proposait une analyse des processus et des dynamiques et nous voulions souligner des traits fondamentaux permanents du territoire : les mouvements longs, mais invisibles, les explosions imprévues et l'emballement médiatique mais aussi l'impératif des contextualisations et la prise en compte d'enjeux différents et des modes de pensée qui nuancent ou réinterrogent les théories et les pratiques dont par exemple les propositions pour l'intermédiation territoriale, les fractures numériques, et « l'aptitude territoriale à fonder une dynamique socio-économique fondée sur l'usage du numérique » (Rallet, p. 55).

Au Nom du Territoire, des « terrorismes » pro et anti se sont combattus, entre ceux qui voyaient une manière de concevoir autrement le développement, d'enrichir les conceptualisations rigides des modèles d'analyse spatiale, de passer de *l'Aménagement du Territoire* dans sa splendeur (peut être glorifiée excessivement *ex post*), à *l'aménagement durable des territoires*. D'autres conceptions pouvaient voir une réponse possible au centralisme colonisateur parisien ou encore plus profondément une forme de résistance et de réponse au capitalisme mondialisé, financiarisé et métropolisé : le territoire, espoir et revanche contre l'ultralibéralisme dans la lignée de *L'économie territoriale* de Courlet et Pecqueur (2013). *Les territoires* ne seraient ainsi pas une vieillerie, fût-elle « relookée » que l'on sortirait de la naphtaline et des bons Manuels, mais une arme de guerre contre la banalisation commandée par les impératifs de la mondialisation et de la métropolisation et ils montreraient le chemin pour mieux

assurer l'avenir. Ce sont certaines de ces questions qui sous-tendent ce livre dont Ferru se demande si le tournant local (des années 2020) est un mythe ou une réalité.

Tout serait dans la première de couverture

Dès la première de couverture, Ferru et Chauchefoin (et l'éditeur) présentent (indirectement) leurs principes directeurs de cet ouvrage, les modes de lecture qu'ils attendent de nous. Il convient de regarder avec attention et déchiffrer les messages qui sont proposés ou que nous croyons percevoir.

- D'abord et relativement discrètement en haut et à gauche, en petits caractères apparaissent *Espaces vécus*, le titre générique de la Collection qui a « pour but de faire connaître au plus grand nombre les avancées de la recherche sur les territoires ainsi que les initiatives prises par les acteurs territoriaux pour répondre aux grands défis contemporains ». Cette Collection « vise à dresser le panorama des multiples voies par lesquelles se fabriquent les territoires, espaces multiformes et fluides définis par de nombreux réseaux d'interdépendance bien plus que par des frontières » (p. 5). Ces *Espaces vécus* sont ainsi une démarche qui se veut scientifique, mobilisatrice, explicative, pédagogique « pour le plus grand nombre ». Il ne s'agit pas d'un ouvrage à finalité académique dominante dans l'esprit des colloques avec des raffinements subtils que se partagent et se contestent quelques esprits qui souvent, se connaissent, s'apprécient mais parfois « se cherchent » comme dans la cour de récréation. Royoux, dans « L'espace vécu, une dimension territoriale indispensable à l'action », revient à l'origine dans la lignée de Frémont et propose ainsi « l'ensemble des pratiques familières et routinières mobilisées sur une portion de territoire, celles qui, sans en expliciter les contours conduisent à des représentations collectives identiques et partagées » (p. 49). Cet espace vécu sans frontière précise et stable « valoriserait au contraire la discontinuité et annonce la société en réseau » (p. 50).

- Ensuite toujours sur la première, *Territoires* est évidemment le titre central de l'ouvrage. Dans le texte, des propositions apparaissent, des interrogations aussi : « notion archaïque avec la mondialisation » s'interroge Ferru, des *espaces* multiformes et fluides, « la base géographique de l'existence sociale » ajoute Chauchefoin, « sur une aire géographique continue » et sur « des bases abstraites, affectives, symboliques, des articulations avec les réseaux » car « territoires et réseaux se combinent en permanence et s'entre définissent ». Dans son introduction, Chauchefoin soulève des questions de sémantique et il a largement raison, on reviendra sur cet aspect infra. Il y a bien « un engouement pour le territoire » (p. 12), pas vraiment nouveau et qui peut être source de malentendus face aux nouveaux enjeux d'ordre mondial et technologique et alors que « pour certains analystes (non cités), l'échelle locale est le niveau le plus adapté pour retrouver le sens du débat démocratique », « les initiatives citoyennes (...) » et « l'exigence de l'élargissement de la démocratie » (p. 13).

- Le sous-titre annonce *État des savoirs et des pratiques*. Ferru dit clairement dans sa courte préface l'attention que l'ouvrage veut porter « à la vulgarisation des problèmes clés » que sont « les problématiques sociétales relatives aux enjeux environnementaux, énergétiques et de réduction des inégalités, aux angles morts, limites, blocages et

contradictions dans les nouvelles dynamiques territoriales, et à la diversité des contextes et des trajectoires territoriales » (p. 6). Il s'agirait alors moins de parler de territoires que de dynamiques (nouvelles ou pas), de trajectoires qui seraient révélées, soulignées, appréhendées, « fabriquées » à des niveaux territoriaux et à des échelles locales. On serait aussi sur les états d'âme de l'État-nation, sur la Loi 3Ds de février 2022 sur la différenciation, la décentralisation la déconcentration et la simplification de l'action publique, on voudrait mieux saisir le rôle des régions et des intercommunalités, examiner dans le sens de Batout, *La revanche de la province*. Celle-ci « en se réappropriant son territoire démontre sa résilience, et affiche sa revanche, pas une vengeance et pas encore un rattrapage ou un rééquilibrage orchestré par Paris à coups de "phases de décentralisation" » (Batout, 2022, p. 12). Il est encore plus direct quand il écrit qu'« il est désormais justifié d'utiliser à nouveau le mot ancien et superbe de "province". Le sentiment d'infériorité que ce mot véhiculait hier est en train de faire place à une nouvelle fierté... À l'opposé des mots "périphérie", "territoires", "archipel", abstraits et provisoires, la province a pour elle quatre siècles d'existence » (*Le Figaro* (24-25.9.2022) : il est quand même facile et factice d'opposer La Province comme entité homogène face à un Paris arrogant et tout aussi unitaire. Laurent parlant de la réforme de estime que « la métropole est ce territoire nouveau (...), supérieur, placé au sommet de ce qui fut pensé comme une réforme pyramidale visant "l'efficacité d'un territoire" (par opposition à l'égalité des territoires, qui était une alternative possible » (p. 8) ; on pourrait discuter l'affirmation de Laurent sur « l'économisme géographique naïf qui a inspiré la réforme de 2015 » (p. 9).

Territoires va alors aborder un mélange complexe du territoire national, des mobilités quotidiennes, des « interdépendances internationales des systèmes productifs nationaux » (Chauchefoin, p. 11). Ferru insiste sur les proximités géographiques et les autres, Rallet sur « la mobilité sur un territoire qui est un enjeu de souveraineté territoriale » (p. 63), et les changements majeurs explicités et plus discrets qu'impose et qu'offre le numérique. Certains papiers entendent montrer « comment les scientifiques analysent le territoire » et on trouve Chauchefoin et Ferru d'une part, et d'autre part, Rivaud et Ferru qui balisent rapidement les grands cadres : le premier texte rappelle à grands traits les apports de différentes disciplines et un hymne et un appel à des croisements disciplinaires et à la sortie de silos que tous partagent et dont certains s'éloignent dans leur présentation pro domo, pro-disciplinaire, pro-organisation... Le second chapitre s'intéresse davantage aux économistes où sont évoqués Krugman, Marshall, et les premières théorisations de la répartition spatiale au XIX^e, les économies d'agglomération, et l'école de la proximité. On mettra sur le compte de la nature de l'ouvrage et les règles du jeu posées par les directeurs les nécessaires simplifications et des oublis significatifs.

En effet, les éditeurs ont choisi des formats courts, plus proches des formes de communication et de marketing territorial actuel : quelques pages, le maximum étant six ou sept, souvent moins de trois, apparaissant alors davantage comme des *signalements* de questions, d'orientation, de préoccupations, de points de vue, des *balises*, des *pastilles* au sens de la vidéo où il faut « être court et percutant », comme pour les thèses en 90 secondes. Il faut entendre et convaincre les « acteurs » dont les politiques, les associatifs, les citoyens, fédérer les esprits, mais aussi des

organisations. Les « scientifiques au sens d'académiques » mettraient des mots, les acteurs entraineraient le mouvement encore que cette distinction devienne de plus en plus poreuse, voire caduque : les « chercheurs sont "embarqués" au sein de collectifs dont nous partageons la finalité de justice sociale et écologique » et leur « cadre d'action est celui de la coopération territoriale ancrée dans l'économie sociale et solidaire au travers des pôles territoriaux de coopération économiques, des sociétés coopératives d'intérêt collectif, des démarches d'innovation sociale socio-territoriales et des tiers-lieux » (Fontaine et Chemla, 2022, p. 9-10). Dans *Les Communs* est proposé « un autre récit de la coopération territoriale » (p. 21).

Il est alors légitime d'accorder grande attention aux *acteurs* territoriaux et à leurs initiatives, « aux actes fondateurs d'appropriation » (Chauchefoin, p. 9). On devrait répondre à la question du territoire, lieu d'excellence du politique, de la démocratie, de rencontres, de contestations dont les Ronds-Points et la Place Gambetta à Bordeaux des Gilets jaunes. Ou encore et aussi filtre qui permet de comprendre et d'agir sur les enjeux nouveaux : « dans le fracas des colères, mais aussi à travers mille changements silencieux au cœur des territoires, la société française se réinvente » (Veltz, 2019, p. 7) j'ajoute autant qu'elle se délite.

- Enfin sur la première apparaissent des *cercles encadrés dans des carrés* renvoyant à différents mythes dont ceux de la centralité. On fait l'hypothèse que ces quatre dessins originaux repris au fil du texte ne relèvent pas du hasard ou de la seule volonté d'illustrer des propos. L'image du haut, non reprise au texte illustre la figure classique du labyrinthe dont on ne sait s'il représente un territoire : apparemment ouvert, on a du mal à en sortir et on voudrait peut-être symboliser l'enfermement du Minotaure... La p. 17 donnerait l'impression d'un observateur astral qui tente de mesurer des distances entre un centre villageois et une périphérie en dehors du cadre stricto sensu, avec au nord, des tours et des barres ; au sud-est une cafetière de type Bialetti Moka vient, en diagonale, répondre à un canard. Si le canard est toujours présent dans le dessin de la p. 41 illustrant « Comment vivre et agir dans les territoires d'aujourd'hui ? », la thématique dominante souligne les aspects de politiques de zonage et des modes de déplacement. Le dessin de la p. 65 souligne la qualité des produits confortés par des labels, des marques et les terroirs dont parle Dathané qui serait « consubstantiel de son territoire de rattachement » (p. 91). Mathé va encore plus loin et affirme que « l'agriculture se confond avec le territoire » (p. 77), raccourci héroïque, peut être recevable dans les communes qui font toile de fond de l'image dont par exemple en Lozère, Saint Jean de la Fouillouse et la Bastide-Puylaurent (il faut une loupe pour déterminer les noms de communes).

Les deux autres cercles, p. 101 sur la partie « gouverner » et p. 131 pour « coopérer », sont conçus de manière réciproque et complémentaire : pour « gouverner », on semble signaler qu'il faut que l'intérieur de cercle distribue beaucoup d'argent alors que la coopération qui peut « permettre une dynamique collective sur les territoires » ferait appel à des mains extérieures qui apporteraient des compétences.

Il est possible que je « sur-interprète » cette iconographie mais ces « dessins originaux » confirment que le territoire se présente de multiples manières, avec des

strates historiques, technologiques et urbaines, rurales, plus ou moins accumulées, que se manifestent des centres et des périphéries, des flux du dedans vers l'extérieur et d'autre rentrants. Talandier rappelle « la superposition dans l'espace d'enjeux et des dynamiques socio-économiques comme fruits du passé » (2019, p. 13) : les territoires sont des « marqueurs » des évolutions sur longue période qu'elle estime de nature « plutôt incrémentale ».

Le bureau est fermé pour cause d'inventaire et d'organisation des territoires

Le territoire serait une bannière commune, largement déployée, un emblème partagé, un repère d'appartenance ou de ralliement et cette bannière, dans son sens ancien, pourrait encore être une « enseigne guerrière des anciens seigneurs féodaux » ... L'objet de *Territoires* n'est pas directement de faire une revue de la littérature scientifique, de rendre compte des multiples contributions et des débats qui ont animé et existent encore : Ferru est très claire sur cet aspect car, dit-elle, « nous cherchons à savoir quels sont les éléments territoriaux révélateurs de la société de demain. » C'est entendu, toutefois, il n'est pas sans intérêt de voir les acceptions et les sens que les auteurs ont donné à ce terme et à ses variantes.

Un inventaire artisanal, crayon en main

J'ai tenté un inventaire dans l'ouvrage de Ferru et Chauchefoin de ce qui est entendu/attendu du territoire. Ce relevé n'a pas de prétentions statistiques ou de généralisation, mais il paraît cependant fort éclairant de la richesse, des observations et des intentions et des attentes différentes plus ou moins convergentes à partir desquelles peuvent se construire des orientations.

- D'abord, très classiquement, on retrouve des propositions partant de l'espace, souvent « géographique » dont on retient une « portion sur laquelle s'exerce un pouvoir politique » (Chauchefoin), mais dont les frontières sont plus ou moins délimitées stables et poreuses (Puisais). Ferru et Chauchefoin posent que « le territoire est d'abord une *histoire* de délimitation » (c'est nous qui soulignons) que l'on peut entendre dans deux significations. La première au sens habituel concernerait le résultat de combats, de victoires ou de défaites, de négociations- on entend parfois encore évoquées les conséquences du traité de Westphalie, de définitions de « nouvelles frontières » ou d'autres modes de compositions, ainsi du *big bang* des régions ou de l'arrivée *in fine* de sept agglomérations labellisées métropoles : Metz, Dijon, Orléans, Saint-Étienne, Tours, Toulon, Clermont-Ferrand (Roger, 13.12.2016, *Le Monde*). La seconde lecture sur laquelle nous reviendrons plus bas serait une rencontre singulière entre Michelet et les créateurs de *storytelling*, de marqueurs, d'influenceurs – mais chez les universitaires aussi –, entend proposer un *Récit*, une (re)-construction intellectuelle mobilisatrice de valeurs : « le territoire comme espace de valeurs et d'attentes » (Chauchefoin et Ferru).

Le territoire est encore un lieu d'appartenance réelle ou symbolique, passagère ou encastré dans des mythes ou des réalités quotidiennes qui peuvent construire des d'identités (Ferru et Chauchefoin, Puisais) et « il est une construction sociale DONC

historique et politique » (Prévost, p. 105, c'est nous qui soulignons). Royoux dans la lignée revendiquée de Frémont retient les espaces vécus, plus que jamais « dimension territoriale indispensable à l'action », ceux « des pratiques sociales quotidiennes de tout un chacun, sur des territoires que l'on traverse fréquemment pour aller travailler, étudier, consommer, vivre ses loisirs individuels et collectifs » (p. 49), il retient surtout le bassin de vie.

- Ensuite, sont évoquées d'autres conceptions et éléments importants pour aborder le territoire : le territoire, *source et ressources* de valeurs, de profitabilité (Mathé), d'autosuffisance alimentaire (Alonso Ugaglia, p. 83), pour autant que l'on favorise les circuits courts, ce qui renvoie moins au territoire qu'aux formes de proximité et d'organisations commerciales dont il est l'objet et aux régions productrices, aux filières et aux circuits de distribution. Toutefois, les territoires ont des dotations initiales historiques, géographiques, technologiques ou humaines (le capital social) inégales, ce qui aussi une modalité de parler et d'expliquer l'existence de « territoires qui gagnent » (Rivaud et Ferru, p. 25), et aussi des hiérarchies et des classements. Dathané évoque le terroir-ressource par la création de rente que Mollard et Pecqueur ont largement théorisée et vulgarisée en étant « à la recherche du panier de biens » (2010) dont les Baronnie pourraient être, avec Los Angeles, le berceau. Alors dit Dathané, « sur le plan étymologique le terroir est consubstantiel de son territoire de rattachement » (p. 91), formulation à discuter ou à contextualiser plus précisément. Rallet relève que *Maas mobility as a service* est un « marqueur » du territoire (qui) change « les représentations du territoire et peut même en fabriquer » (p. 61) et Puisais confirme que « le territoire rhizomique se construit sur des flux, des circulations, des réseaux » (p. 114). Toutefois « le passage à un territoire ressource et acteur n'est pas sans conséquence sur la définition même de ce qui fait territoire (...), ses contours deviennent flous : ils sont définis au gré de l'action, des problèmes qu'elle soulève et des opportunités qu'elle dégage » soulignent Devisme et Fort-Jacques (2022).

-Une troisième série de remarques largement reconnue dans les travaux sur les territoires et dans l'ouvrage aussi, concerne ce qui relève des niveaux et des échelles et ces deux termes sont ceux qui reviennent le plus souvent et pratiquement à plusieurs reprises dans toutes les contributions. Sans doute les auteurs utilisent l'un ou l'autre pour éviter des répétitions et on a ainsi beaucoup d'échelles locales, de niveaux territoriaux et locaux sans que l'on voit clairement des différences, s'il en existe ! Un point commun serait que ce « niveau-échelle » est un lieu de construction, de mise en forme, en œuvre par des acteurs qui ont une certaine maîtrise légitimée-élection, institution, association-, sur un espace donné. Une autre conception retient que ce « niveau-échelle » est un *lieu d'application* d'orientations et de politiques venant par exemple de l'État (du niveau central), des grands groupes qui demandent aux niveaux locaux, les collectivités publiques locales ou leurs entreprises, des déclinaisons, répliques, fussent-elles adaptées ou modulables en partie. Richard sur « les sciences non humaines qui observent aussi les territoires » relève le poids des échelles différentes et le besoin d'adaptation locale, mais elle ajoute que « des projets de recherche doivent intégrer des échelles du territoire dont les résultats sont communiqués aux acteurs locaux » (p. 38).

Ainsi, par exemple « l'échelon est un niveau d'échelle donné : municipal, national » (*Geoconfluences*, 2021-2022). Alors « l'échelle locale nourrit de nouvelles espérances », Ferru (p. 5), et Chauchefoin revient sur les échelles géographiques « dont l'échelle locale qui est le niveau aujourd'hui plus adapté pour retrouver le sens du débat démocratique » (p. 13). Pense-t-il aux anciennes réunions électorales des préaux des écoles comme image subliminale à l'ère des réseaux sociaux ? Caire, dans sa quête de « mesure du bien-être dans les territoires » note « l'intérêt d'étudier le découplage entre richesse économique et bonheur au niveau territorial » (p. 43). Prévoist retient dans la diversité des politiques publiques, « le niveau européen jusqu'au niveau des communes en passant par l'État et une série de niveaux administratifs variant au gré des réformes des collectivités territoriales » (p. 103), quand Hermelin et Preux privilégient l'échelle régionale et surtout locale pour des actions en matière de pesticide (p. 117). Rivaud et Ferru évoquant les externalités spatiales, relèvent que A. Marshall « observe que les interactions locales présentes sur un territoire permettent ainsi de produire des économies d'échelle équivalentes à celle d'une grande entreprise » (p. 27).

Le recours au territoire devient une manière de rendre compatibles, nécessaires efficaces des logiques contradictoires et complémentaires : local, global, innovations technologiques et sociétales, ancrage spatial, réseaux sociaux, circuit court et intermédiaires, grandes villes et territoires ruraux croissance, bien être et sobriété. Quand on évoque les niveaux et les échelles, sont directement interrogées les formes, la nature même des « territoires métro et non métro » en admettant que l'on puisse là aussi déterminer des frontières et des différences que l'on ne saurait réduire à des calculs simplistes en termes de moyenne nous disent Bouba-Olga et Fouqueray qui plaident pour une « connaissance "terrain" » (pages 31 et 35), encore qu'il faille être prudent sur ces informations qui peuvent plaider pour des dérogations, à des « adaptations locales » au nom des spécificités de territoire plus enclavé, victime des changements industriels ou de la fermeture d'une base militaire à Ingrandes ou d'une fonderie à Châtellerault, les ex fonderies du Poitou (Leclerc, 6.10.2022, *Le Monde*) que Bouba-Olga et Ferru connaissent bien (2012).

Il faut aussi prendre en compte les questions de *territorialité* et de *territorialisation* dans la lignée des travaux que Vanier a rendus célèbres, *Territoires, territorialité territorialisation* (Renard, 2009, *Geoconfluences*, 2021, 2022). Dans l'ouvrage de Ferru et Chauchefoin, quelques évocations non développées apparaissent chez Poucineau qui voudrait davantage de facilité pour les territoires soumis à des réglementations trop contraignantes (p. 122) argument et récurrent, Puisais plaide pour l'interterritorialité qui pourrait « dépasser la vieille dichotomie ville-campagne ou centre-périphérie » (p. 111), mais qui ne crée pas que des situations et des coopérations faciles : les modifications des compositions des cantons, des intercommunalités montrent au contraire des nombreux freins et, par exemple, la volonté d'avoir des espaces plus grands n'assure pas, tant s'en faut, plus de sentiment d'appartenance et de solidarité : l'élargissement de la démocratie implique-t-il mécaniquement un élargissement des périmètres ou au contraire plus de proximités ?

A ce stade on rappelle quelques propositions pour continuer « la quête plus que la conquête » du territoire.

- « Le territoire est une matrice active et pas seulement un réceptacle du développement » (Veltz, 2019, p. 9) et pour lui, cette orientation est liée au nouveau paradigme du « développement local » (les guillemets, les siens).

- En retenant que « la notion est très, pour ne pas dire exclusivement francophone » (Talandier et Pecqueur, 2019, p. 16) qu'elle implique de l'interdisciplinarité, il reste toutefois que les silos (disciplinaires et institutionnels...) constituent des réalités correspondant à des logiques académiques, des politiques publiques, de temporalités qui se chevauchent. Aux Doctorales de Poitiers (2021), Y. Jean avait brossé un formidable panorama des lectures et pratiques du territoire en rapport avec des notions proches (espace, lieu) et montrait comment le réel et la réalité, les horizons lointains ou proches modifiés par les réseaux, les symboles, les signes, les images devaient être pris en compte, du moins « non figés pour l'éternité » aime à dire Pecqueur. Talandier et Pecqueur proposent alors que « le territoire apparaît comme un espace physique *borné résultant d'un processus de construction sociale complexe et inscrit dans la longue période* » (p. 16, ce sont eux qui soulignent). Les relations entre territoires et acteurs sont multiples et « les liens et les ancrages (sont) irréguliers, aléatoires, fluctuants suivant les saisons, les jours et les heures », ce qui rend leur gouvernement délicat (p. 16).

- Lors de la soutenance du mémoire d'HDR de S. Bourdin (2020) les remarques du jury ont confirmé la difficulté de s'entendre sur l'interdisciplinarité et Bourdin souligne que le territoire renvoie à « un construit intentionnel des acteurs » qui peut venir d'une action ou d'une réaction sur une question *ad hoc* ou d'une réorganisation institutionnelle ou d'une incitation réglementaire ; le développement du territoire dépend aussi fortement de son capital et de ses capacités territoriales. Reste ouverte la question de savoir si le capital territorial est synonyme de capital social ou les relations qui les rendraient fongibles ou complémentaires.

- Pour notre part, le territoire peut être entendu comme « une organisation socio-spatiale, ancrée sur des acteurs, des facteurs, des réseaux en partie locaux, revendiquant des sentiments et des comportements d'appartenance, et identitaires réels, opportunistes ou contraints et agissant en alliance et en rapports de force » (Gaussier et Lacour, 2016). Cette organisation est généralement liée à des espaces dédiés, pas nécessairement continus, ils peuvent être variables, remis en question. On en a vu des illustrations à l'occasion de la crise de la Covid-19 donnant ou renforçant la réalité de « territoires de confinement », type WFH *work from home* ou *from hotel*, (Bartleby, *The Economist*, 23.7.2022, p. 56). Mais peut être que le véritable mot central, la matrice définitionnelle seraient *territorial*.

Ce serait le territorial qui ferait sens, système et société

C'est l'adjectif qui deviendrait central, matrice presque commune des observations et des voies à suivre dans la littérature actuelle et les orientations des acteurs. Ce

serait ainsi l'adjectif territorial qui oriente, pilote et « gouvernerait » les politiques (territoriales) et les découpages, le marketing (Ferru), les contraintes (Richard), les niveaux et les échelles (pratiquement tout le monde), le cadre de vie et les tableaux de bord (Caire), les dimensions les données et la souveraineté (Rallet), le découplage (Tallec et Navereau), la connotation (Mathé), les approches, les PAT – projets alimentaires territoriaux – (Ugaglia), l'égoïsme et l'intermédiation, la coopération (Puisais, Prévost), et pardon pour les oublis...

Le recours au terme territorial signifierait et soulignerait davantage : pas seulement une coloration spécifique et contextualisée de questions classiques tant de la théorie que des politiques publiques mais une *sorte d'espérance et d'extase* pour arriver à dépasser les contingences, les conflits des « domaines et des bureaux » des politiques, des institutions, les partages des responsabilités entre collectivités, la mise en œuvre des intercommunalités et leurs relations avec l'État. Le sentiment dominant lors de la 32^e Convention des Intercommunalités à Bordeaux (octobre 2022) est que l'« on ressort dans le brouillard » (*Sud Ouest*, 8.10.2022) et ces rencontres confirment qu'il ne s'agit pas seulement de « questions techniques et organisationnelles » qui dépassent les méthodes de l'ingénierie territoriale. Reigner (2021) dans son *Expertise territoriale dans tous ses états* qui rappelle que « l'État sait et a su se faire territorial » (p. 24).

L'espérance dans le Récit territorial

Les territoires et le territorial seraient alors une nouvelle manière de penser et de construire des politiques publiques, des espaces pour créer des solidarités, faciliter la citoyenneté face aux transformations et aux Transitions qui s'annoncent et vont s'imposer. Une autre façon de concevoir « l'état des savoirs et des pratiques » : comprendre et construire des Territoires par la constitution d'un *Récit territorial*, en suivant l'hypothèse de Leguet, « il manque le récit pour faire adhérer les gens alors que la planification demande une vision globale pour vivre dans une France sans carbones (B. Leguet, Institut de l'économie pour le climat (*Le Monde*, 8.10.2022)). Le *Récit* comme substitut ou réinvention de la planification et de la prospective réunies. Chouteau *et al.* (2022) en examinant les « apports des récits à la sociologie de l'innovation » évoquent le rôle de la communication qui permet de toucher plus directement le public, l'impliquer, mettre en scène tous les acteurs, valoriser la place dominante du *storytelling*. Le récit permet de « donner du sens à des éléments éparés » et la transmission et le partage d'expériences, une manière de refuser ce qui serait « aux mains d'une élite métropolitaine » selon Bouba-Olga ou les *Barbares* de Faburel.

Hier, les académiques auraient sans doute parlé d'un changement de *théorisation*, de la nécessité de se situer ou de proposer un autre *paradigme* quand les politiques auraient plutôt témoigné du besoin d'un *nouveau logiciel*, pour comme le demande A. Bourdin « nommer le "déjà-là" et "le naissant" » (2020, p. 33). Aujourd'hui, on voit une singulière convergence dans l'appel à l'idée, l'impératif de construire un Récit sous l'influence notamment de la sociologie et de la science politique. Les travaux développés dans le cadre de POPSU Métropoles notamment ont largement mis l'accent sur cette méthodologie, voire sur cette philosophie et pratique de la

recherche urbaine conduisant notamment et presque paradoxalement à nuancer les critiques virulentes contre les métropoles et la métropolisation.

Il faudrait « un nouveau récit territorial » clame Bouba-Olga (2019), parce que « le récit métropolitain serait dans l'impasse », et Pinson voit « depuis le début du millénaire l'épuisement du récit et de l'élan décentralisateurs » (2022, p. 10). Alors pour Bouba-Olga, il faut « porter attention sur des territoires que l'on ne regarde pas habituellement pour mettre en forme d'autres récits, pour expliquer ce qui s'y joue en évitant tous les aprioris » (p. 13), relatifs aux « autres catégories », villes moyennes petites villes et territoires ruraux (p. 8). Aux *Métropoles invisibles* de J-M Offner, il faudrait montrer ces autres territoires que l'on a pu oublier ou refuser de voir, encore que l'aménagement du territoire ne se soit pas seulement occupé des métropoles.

Mais Bouba-Olga pose des règles du jeu : « éviter l'erreur consistant à créer une catégorie "petite ville". On retomberait alors sur les mêmes problèmes qu'avec les catégories de "villes moyennes" ou de "métropoles" dont la construction repose sur un critère de taille avant même que l'on sache si ce critère compte et dans quels cas » (p. 14), aspects et affirmations que l'on ne discutera pas ici. Certes convient Bouba-Olga, « ce récit territorial est moins enthousiasmant que le récit métropolitain : il n'a pas vocation à mettre sur le devant de la scène un modèle générique de développement des territoires, mais à donner à voir comment des collectifs d'acteurs se débrouillent, bricolent, se coordonnent, inventent parfois, se résignent d'autres fois, pour créer les emplois auxquels les individus aspirent, pour éviter que ne se creusent les inégalités, pour réduire les problèmes environnementaux » (p. 20). Ces commentaires seraient largement recevables pour les « métropolitains » dont il est facile d'enjoliver et de simplifier le discours. Plus au fond se pose une véritable interrogation sur le fondement d'un Récit : de nouveaux mots pour habiller un texte au fond identique – « pour que ou parce que rien ne change » –, ou un message impératif pour des changements fondamentaux? Une réponse possible sur le *bordeaux du futur*, mais une réponse ambiguë : « L'idée est vraiment de raconter une autre histoire avec le même terroir et les mêmes raisins. Mais avec une sélection de terroirs axés sur la fraîcheur et la vigueur pour faire ressortir le fruit du vin » (J. Lurton, in O. Neiman, le bordeaux du futur, *Le Monde* 16-17.10.2022).

Les métropoles au demeurant ne sont pas « hors sol » et elles sont marquées, configurées par leur propre territoire institutionnel, géographique, historique, culturel, politique : « la métropole fabrique du territoire (...) en même temps il arrive qu'elle crée du vide territorial dans son cœur (friches industrielles [...] quartiers en déshérence...) » (Bourdin, p. 55), et il y a de « l'étalement territorial d'une métropolisation plus ou moins contrôlée » (Boucheron, p. 11). Les villes moyennes ou petites ne sont pas davantage hors temporalité et hors des concours et de quête de classements nationaux ou internationaux et sans vergogne, elles revendiquent des caractères d'attractivité, d'excellence, ainsi de la bataille que vont se livrer d'ici 2023 (date des résultats), Amiens, Rouen, Reims, Bourges, Montpellier-Sète, Nice, Clermont-Ferrand, Bastia et Saint-Denis pour tenter d'être Capitale européenne la Culture en 2028, « année française » : chacune va fourbir ses armes pour démontrer ses territoires et ses légitimités culturelles ayant en tête des exemples réussis dont

Lille, Glasgow ou encore Mons (L. Carpentier, *Le Monde*, 16-17.10.2022 ; Leloup, 2014).

Les distinctions traditionnelles et toujours vivaces des territoires, quelles que soient leurs fondements et leurs critères doivent être relativisées – grandes villes petites et moyennes, villages, espace urbain-périurbain, rural – survalorisés ou délaissés (Fol, 2020 ; Talleg et Navereau). Il y a nécessairement des postures plus ou moins factices et complices, des anachronismes chers à Offner qui justifient des oppositions dans les présentations des situations et il y a des contingences, et des spécificités plus ou moins identitaires. Mais tout autant des convergences, certaines imposées dès maintenant : *les résiliences et les transitions* (Talandier, 2019 ; Ferru ; Chauchefoin et Ferru), d'autres relevant de choix politiques en faveur de la coopération interterritoriale. Par exemple, Libourne, à quarante kilomètres de Bordeaux se reconnaît « ville périmétropolitaine inscrite dans le fait urbain » et « tire son épingle du jeu » (Meyer, *Le Monde*, 8.10.2022) de sa proximité distanciée avec la Métropole et qui développe avec elle un programme de coopération explicite. Le maire P. Buisson se félicite que le centre-ville « se gentrifie, devient branché et attire des populations à la recherche de maison de maître » : attention quand même alors à ne pas voir Libourne se métropoliser.

En 2006, l'Université de Savoie avait organisé un *workshop* sur « les dynamiques territoriales, quelles nouveautés ? ». Il est utile comme souvent de relire des textes que l'on a oubliés ou ignorés : Colletis-Wahl, Peyrache-Gadeau, Serrate dans l'introduction générale du numéro spécial de la *RERU* (2008, 2) relevaient que les débats sur les dynamiques territoriales n'étaient pas totalement nouveaux mais que par cette entrée, « la question de l'objet même de la science régionale était posée de manière récurrente et sa capacité à décrire les changements à l'œuvre dans un champ sans cesse redéfini » (p. 148). La formule est parfaitement actuelle comme demeurent en partie présentes les interrogations dont les auteurs attendaient des avancées : « définitions du territoire, d'échelle d'analyse des dynamiques territoriales, de délimitation des frontières des systèmes territorialisés... » (p. 149). Ils notaient plus positivement l'attention portée aux réseaux, au territoire-acteur autant que sur les acteurs d'un territoire, la place croissante des proximités et les changements dans les politiques de territorialisation notamment au sens de recompositions des modes de production, filières, coopérations

Ils retenaient deux types d'approches, l'une disant que « les dynamiques territoriales ne peuvent être pensées indépendamment de leurs origines historiques et sociales et de dimensions collectives » (p. 149) et dans ce cadre, « le territoire est porteur d'une communauté d'intérêts » ; la seconde restait davantage restant davantage dans une logique individualiste. Le territoire apparaît indirectement même si on a du mal à le définir frontalement, par les références des dynamiques territoriales, le développement territorial prendrait le pas sur le développement régional au point que les PSDR ont pu conduire et produire « les territoires du développement régional » synthèse des travaux à Lyon en 2005 (*RERU*, 2006-3). L. Kebir traitant « des enjeux de la ressource et du développement régional » spécifie surtout les types de territoire :

maintenance-intégration, exploitation, réaffectation et d'approvisionnement, 2006 (p. 716).

Sur le fond, sur « l'état des savoirs », à l'arrogance parfois des constructions théoriques de grande ampleur qui proposent des changements de paradigme, *Territoires* illustre une tendance remarquée ces toutes dernières années où les économistes notamment se sont convertis, du moins certains, à plus de modestie et de pragmatisme, à ouvrir leurs fenêtres, ont aussi accepté ou redécouvert le terrain, as seulement pour y trouver des données et des interlocuteurs mais tout bonnement des idées, des constats et des interrogations nouvelles. Les chercheurs ne restent pas en dehors du temps et ne se bornent pas à parler, dissenter sur la société, les territoires qui font appel au marketing territorial : ils deviennent de plus en plus des adeptes de la communication comme nous l'ont appris fortement le monde des start-up et des plateformes digitales.

Moins de paradigme et plus de récit... L'air du temps, c'est moins les gros volumes, les encyclopédies, sauf pour les *Handbooks* et spécialement celui de Torre et Gallaud, 2022 – *Proximity Relations* –, que *Les grandes voix des petits formats* (RERU, 2019, 4, 871-883), la formule qui fait mouche, le style impératif des réseaux sociaux. De ce point de vue, *Territoires* conduit à s'interroger suivant ce qui serait une « chaîne de remontée territoriale » à revoir les filières, les villes moyennes, la gouvernance, les coopérations, la mondialisation ou encore la métropolisation, les changements, climatiques, les innovations et l'intelligence artificielle quand l'intelligence territoriale serait « la démarche d'intelligence économique appliquée au sein d'un territoire » (p. 180) ou une « intelligence qui se "territorialise" » (Coussi, p. 137) et qui dépasse Poitiers.

Les regards portés majoritairement par des intervenants poitevins ou rattachés à Poitiers déclinent ainsi différents aspects ou composantes DU ou d'Un territoire en soulignant indirectement que l'adjectif est plus central que le nom, illustrant encore (Cagé, 2021) le chemin souhaité, « des marges au centre », ces marges que V. Angeon avait heureusement retenues dans le titre et dans le cœur de son mémoire d'HDR. On retrouve évidemment les approches et les politiques qui se manifestent en termes de *classement* et de *déclassement* concernant les territoires.

Torre s'interrogeant sur « les moteurs du développement territorial » retient « la production et la gouvernance » (2018, p. 714) qui réalisent des innovations territoriales indispensables mais complexes en ce sens qu'elles demandent de la coopération et peuvent créer des conflits (voir les schémas des pages des p. 730 et 732 anticipant et expliquant la figure des catégories de proximité, Torre et Gallaud, 2022, p. 23). L'appel à la sobriété qui dépasse la question énergétique va avoir des incidences sur ces deux moteurs, implique des innovations de toute nature et les territoires grands ou petits en verront les effets qui seront créateurs d'opportunité ou sensibles négativement.

Outre le fait que le territoire se cacherait ou disparaîtrait derrière le développement territorial n'aurait-on pas depuis quelques années privilégier la gouvernance à la production dont on voit bien qu'il est nécessaire de la reconsidérer dans les troubles,

les inquiétudes et les espoirs des transitions, de la frugalité, de la résilience, voire de la décroissance (Carriat et Mestre), les écologistes divisés sur la décroissance (Hennebel et Van Eeckhout, et Forum de la résilience, vers une nouvelle ère urbaine, *Le Monde*, 8.10.2022). P. Artus tonne que « la sobriété va s'imposer à tous » conduisant à revoir les modes de production et les consommations » et interroge O. Passet : « la sobriété, filon ou poison pour le capitalisme ? » (Xerfi, 17.10.2022), à tous les territoires aussi mais de manière différente qui ne réduira pas les écarts et les tensions et peut favoriser des coopérations et des mobilisations territoriales à inventer.

Comme en effet de boomerang ou de cycle dans la pensée académique et dans les politiques économiques, après les métropoles (et la métropolisation) encensées, jalosées et critiquées, on redécouvre les villes moyennes et les petites et, suite à une attention forte sur la gouvernance, on redevient très sensible à l'industrie et aux activités productives comme en témoigne par exemple parmi d'autres manifestations, le programme *Ville productive* du PUCA dont une journée spéciale avec l'Observatoire des territoires d'industrie, est consacré en novembre à « intégrer les activités productives dans les villes et les territoires, quels leviers d'action ? » (7.11.2022) : les villes et les territoires sont bien les produits de l'organisation et de la division du travail et de l'espace comme ils en sont les producteurs. Le terme *industrie* évoqué à l'instant conduit à se remémorer toutes les discussions « redécouvertes » durant la crise sanitaire sur les dangers des délocalisations industrielles et la perte d'une indépendance dans des domaines fondamentaux dont les médicaments. Ces considérations sont largement antérieures et renvoient à des évolutions structurelles lourdes que notamment, *l'Initiative Territoires d'industrie* lancée en 2018, reprise et renforcé par le Plan de relance (Brou et Nadou, 2022), essaie de combattre par des opérations dans des communes et des intercommunalités.

Le territoire serait-il une des scènes possibles des développements ou « seulement » une mise en scène, une manière de rendre audible et lisse des processus complexes, contradictoires, faits de tensions, de conflits, reposant sur des postures, des modalités d'adaptation « associées aux politiques de développement, en y intégrant les enjeux d'équité et de justice notamment liés au genre », Legros (Adaptation, *Le Monde*, 6.10.2022). Un retour plus classique à des institutions publiques dont il faudrait mieux penser les gouvernances par des modes de coordination des acteurs ou des mobilisations sur des projets dont il resterait de toute manière à définir qui sont ces acteurs : *les territoires de qui et de quoi...*

Au fond tout s'articulait entre ces trois lieux : le campus, les bords du Clain et la gare. Trois territoires connectés ou plutôt trois niveaux. Je ne dirai pas le paradis, enfer et purgatoire : aucun des trois n'était un jardin d'Eden (Solano, Les Noyés du Clain, p. 241).

(X,22).

Références bibliographiques

- Aubert S, Botta A (dir.) (2022) *Les Communs, un autre récit pour la coopération territoriale*, Editions Quae, Versailles.
- Batout J (2022) *La revanche de la province*. Gallimard, Paris.
- Bouba-Olga O (2019) *Pour un nouveau récit territorial*. Les conférences POPSU.
- Boucheron P (2021) *Métropoles en longue durée, les leçons de l'histoire*. Les conférences POPSU.
- Bourdin A (2020) *Penser la métropole post-carbone et la faire*. PUCA.
- Brou C, Nadou F (2022) Territoires d'industrie, de la difficulté d'une mise en œuvre territorialisée de la politique industrielle. Le cas de l'axe Seine en Normandie. 58^e Colloque de l'ASRDLF, Rennes, France 28 juin-1^{er} juillet 2022.
- Cagé A (2021) *Des marges au centre : mettre le respect au cœur de relations métropolitaines*. Les conférences POPSU.
- Carrier M, Demazière C (2012) Introduction au numéro spécial consacré aux « Mutations des villes petites et moyennes », *RERU* (2) : 135-149.
- Chauteau M, Forest J, Nguyen C (2022) Examen des liens croisés entre innovation et récit. *Artefact* 16 : 9-17.
- Colletis-Wahl C, Peyrache-Gadeau V, Serrate B (2008) Les dynamiques territoriales : quelles nouveautés, Introduction au numéro spécial consacré aux dynamiques territoriales, *RERU* (2) : 147-157.
- Devisme L, Fort-Jacques T (2022) *Transformations de l'action publique métropolitaine*. POPSU-Autrement.
- Fol S (2020) *Les villes petites et moyennes territoires émergents de l'action publique*. Les conférences POPSU.
- François H, Hirczak M, Senil N (2006) Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources. *RERU* (5) : 683-700.
- Jaillet M-C (2019) *Après quoi les métropoles françaises courent-elles ?* POPSU.
- Jaillet M-C (2022) *Évaluation du programme* POPSU. POPSU.
- Kebir L (2006) Ressource et développement régional, quels enjeux. *RERU* (5) : 701-723.
- Lacour C, Gaussier N (2019) L'ingénierie territoriale : pour, avec ou contre les territoires ? In Lerique F, Pissaloux J-L (dir.) *L'ingénierie territoriale, quels prolongements à la réforme territoriale ?* L'Harmattan, Paris.
- Lacour C (2006) Les territoires du développement régional : quelques leçons de PSDR. *RERU* (3) : 315-327.
- Laurent E (2021) *La métropole coopérative : éléments d'analyse et de mesure*. Les conférences POPSU.
- Leloup F (2014) Mons capitale européenne de la culture, deux modèles de développement par la culture. *RERU* (5), 825-842.
- Lerique F, Pissaloux J-L (dir.) (2019) *L'ingénierie territoriale : quels prolongements à la réforme territoriale ?* L'Harmattan, Paris.
- Nancy J-L (2014) Récit, récitation, récitatif. In Clément B, Härle C-C (dir.) *Aux confins du récit*. Presses Universitaires de Vincennes.
- Offner J-M (2018) *Métropoles invisibles, les métropoles au défi de la métropolisation*. Les conférences POPSU.
- Ollivro J (2011) *La Nouvelle économie des territoires*. Editions Apogée.

Pecqueur B, Nadou F (eds) (2018) *Dynamiques territoriales et mutations économiques. Transition, intermédiation, innovation*. L'Harmattan, Paris.

Pecqueur B (ed) (1996) *Dynamiques territoriales et mutations économiques*. L'Harmattan, Paris.

Pecqueur B, Peyrache-Gadeau V (2010) Introduction du numéro spécial «Fondements interdisciplinaires et systémiques de l'approche territoriale ». *RERU* (4) : 613-623

Pecqueur B (1989) *Le développement local*. Syros, Alternatives économiques.

Reigner H (2021) *L'expertise territoriale dans tous ses états*. Les conférences POPSU.

Solano T (2021) *Les noyés du Clain*. Robert Laffont, Paris.

Talandier M, Pecqueur B (2018) La question territoriale ; fondement d'un lien nouveau entre géographie et l'économie. In Talandier M, Pecqueur B (dir.) *Renouveler la géographie économique*. Anthropos-Economica, 11-18.

Talandier M (2019) *Résilience des métropoles, le renouvellement des modèles*. Les conférences POPSU.

Torre A, Gallaud D (eds) (2022) *Handbook of Proximity Relations*. Edward Elgar Publishing.

Torre A (2018) Les moteurs du développement territorial. *RERU* (4) : 711-736.